

21.—Répartition estimative des capitaux étrangers au Canada, selon le genre d'investissement et le pays de provenance, 31 décembre 1960

NOTA.—Les actions ordinaires et privilégiées figurent à leur valeur comptable inscrite au bilan des sociétés émettrices; les obligations sont évaluées au pair; le passif en devises étrangères est converti en dollars canadiens au pair du change.

Genre d'investissement	Répartition estimative			Total
	États-Unis ¹	Grande-Bretagne ¹	Autres pays	
	(millions de dollars)			
Valeurs des gouvernements				
Fédéral.....	382	48	181	611
Provinciaux.....	1,544	47	41	1,632
Municipaux.....	977	32	17	1,026
Total, valeurs des gouvernements.....	2,903	127	239	3,269
Services d'utilité publics				
Chemins de fer.....	479	755	172	1,406
Autres (sans les pipelines ni les entreprises publiques).....	551	125	67	743
Total, services d'utilité publics.....	1,030	880	239	2,149
Fabrication (sans le raffinage du pétrole).....	4,818	985	312	6,115
Pétrole et gaz naturel.....	3,184	270	273	3,727
Autre extraction et fonte.....	1,701	152	124	1,977
Commerce.....	608	214	50	872
Finances.....	1,587	469	324	2,380
Autres entreprises.....	234	51	12	297
Divers.....	653	211	550	1,414
Total, investissements.....	16,718	3,359	2,123	22,200

¹ Comprend certains investissements détenus pour le compte de résidents d'autres pays.

Avoir canadien à l'étranger.—Bien que les capitaux étrangers au Canada et le solde de la dette vis-à-vis des autres pays aient beaucoup augmenté, l'avoir canadien à l'étranger (tableaux 22 et 23) a continué de croître chaque année. Il représente maintenant une plus forte proportion du passif extérieur qu'avant la Seconde Guerre mondiale, mais plus de la moitié de l'augmentation tient aux avoirs du gouvernement, comme les réserves officielles et les prêts consentis par l'État pendant et immédiatement après la guerre. A la fin de 1961, les crédits canadiens se chiffraient par 1,380 millions alors que l'avoir officiel en devises atteignait 2,154 millions (fonds canadiens). Les autres avoirs officiels comprenaient les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale, de l'Association internationale pour le développement, de la Corporation de finance internationale et du Fonds monétaire international (soit 73,700, 16,400, 3,500 et 564,700 millions en mars 1962), mais une part importante en était contrebalancée par le passif du Canada envers ces institutions.

L'avoir privé, fait surtout des investissements directs des sociétés canadiennes à l'étranger, n'est pas encore important par rapport à l'avoir privé étranger au Canada. Les capitaux privés à long terme des Canadiens à l'étranger, en 1960, comprenaient des investissements directs (2,495 millions) et des valeurs de portefeuille (1,280 millions). Plus des deux tiers des capitaux privés se trouvent aux États-Unis. Les investissements directs des entreprises canadiennes y ont augmenté rapidement et se concentrent dans plusieurs industries, surtout les boissons et les instruments aratoires.

Les capitaux privés outre-mer sont très répartis. Environ la moitié du total, en 1960, se trouvait dans les pays du Commonwealth, la Grande-Bretagne en comptant un peu moins que le reste du Commonwealth. La plupart des investissements directs